

Affamer l'État social

Il y a une logique derrière la démarche qui tend à affamer l'État social en réduisant les dépenses sociales. Pourtant, celles-ci ne sont pas des dépenses mais des investissements sur le futur où la garantie d'une société saine devient facteur d'économies. Les dépenses sociales actuelles ne sont que les conséquences d'un corps social dégradé et les frais engagés pour résoudre celles-ci, induites par une conception économique de la société, soit la criminalité sous toutes ses formes, les comportements autodestructifs dus à un pouvoir totalitaire, les compensations névrosées, le vivre-ensemble avorté, dépassent les coûts d'une politique sociale engagée.

Si la droite persiste dans sa volonté d'offrir des cadeaux fiscaux aux riches et d'augmenter les dépenses militaires, c'est qu'elle y trouve son intérêt mais au détriment de la société en général et des peuples en particulier. Car son seul intérêt est de s'enrichir, d'accumuler des biens matériels, d'assurer son confort personnel et, surtout, d'acquérir le pouvoir pour diriger la société à sa guise.

Les arguments de la droite justifiant ces coupes relèvent d'un même constat : derrière ces arguties, le but premier est d'imposer une idéologie économique où l'économie est définie selon des critères basés sur les notions mêmes qui mènent notre monde à sa ruine, soit l'exploitation des ressources et du travail humain, la création de richesse, l'expansionnisme assurant le progrès, le progrès justifiant le développement à l'infini de la capacité industrielle, l'industrie menant à la massification des ouvriers et à la banalisation de l'idée du travail pour inonder le monde d'objets à acquérir à tout prix, la consommation étant l'idéal social et le but final. Pour instrumentaliser cette idéologie, le recours au roi argent, soit l'huile qui fluidifie le système, rend les gens dociles. Alors que les modèles économiques devraient s'orienter vers la mutualisation, le questionnement de la place des objets et leur circulation, de la notion de propriété, de rareté, de limite, les dirigeants construisent des nouvelles normes de consommation en promouvant un capitalisme « responsable ».

Il y a donc une intention qui préside à ces coupes, soit la domination du système, sa préservation, sa consolidation, sa pérennisation et sa perpétuation. Le capitalisme a cassé le pouvoir des ouvriers sur le processus de production par le développement de la robotisation. L'apparition du chômage de masse, l'infinie division du travail sert le pouvoir et mutile les subjectivités selon le credo néo-libéral : « C'est la loi du marché, il faut libérer les forces du marché, éliminer la force normative de l'État, privatiser, déréguler ». L'objectif étant l'autorégulation du marché, la gouvernance mondiale sans l'État, sans contrat social. Mais à présent, les masques sont tombés et c'est la vraie gueule du capitalisme qui apparaît sanglant, arrogant, obsédé, avide, les décideurs n'ont cessé de dé-

montrer leur autisme, leur mépris et leur refus du dialogue.

Produire et consommer est le mot d'ordre du capitalisme. « *Narcissisme-critique* » de Luca V. Bagiella dis-
sèque les ressorts psychiques de cette injonction. Le capitalisme « *est l'expression systématique et économique de puissance du Moi sur l'autre* ». Son succès tient en effet à avoir su intégrer « *le désir, l'envie* ». C'est par le détournement des affects des individus que le système réussit à les convertir en des monades concurrentielles soumises aux impératifs économiques de la production et de la consommation, s'imposant comme des valeurs naturelles.

L'économie capitaliste, par sa productivité et ses rapports à l'environnement tendant à faire abstraction des limites matérielles, cherche à mobiliser une anthropologie au service de la performance capitaliste en vantant la collaboration et la coopération, en valorisant l'empathie dans le management, au prix d'un dysfonctionnement d'une économie déjà déconnectée de ses fondements sociaux humains car réservée à une élite qui contrôle la fabrique sociale.

Le capitalisme a toujours été marqué par la concurrence et l'atomisation des liens sociaux. Le néo-libéralisme renforce les liens qui existent entre ses structures de production et le sacre du narcissisme. Des voies d'ordre politique sont nécessaires afin d'entamer le changement de cap : limitation de la propriété privée, redistribution des richesses, instauration d'un revenu citoyen inconditionnel, réactivation de la notion de citoyenneté, renforcement de la cohésion sociale. Il faudrait selon Bagiella, « *centrer l'enseignement sur le civisme et axer les politiques publiques sur un nouveau vivre-ensemble* ».

Julia Steinberger explore « *la seule piste digne de la civilisation humaine, soit réduire la consommation tout en partageant les richesses, afin de satisfaire les besoins légitimes des classes populaires qui n'ont accès ni à une alimentation suffisante, ni à un logement décent, ni à des soins de santé, ni à une éducation digne de ce nom* » dans une perspective autogestionnaire de se libérer dans le travail et une critique de l'industrialisme visant à se libérer du travail.

Alexandre Chollier : « *Que fait-on lorsque nous sommes écrasés par un monde régi par les lois de l'économie, où les milieux de vie et les humains se retrouvent assignés à la catégorie d'objets que l'on exploite, que l'on use jusqu'à la trame, sans retenue ni devoir de réciprocité. Comment faut-il s'y prendre pour affaiblir ce monde, le fracturer, et laisser émerger d'autres mondes, plus égalitaires, où le pouvoir politique serait non seulement réparti équitablement entre les humains mais aussi étendu aux autres êtres vivants ?* »

Georges Tafelmacher, Pully